



# PARTICIPATION AUX PROGRAMMES DE L'UNION EUROPÉENNE

## Déclaration de la CDIP du 27 mars 2014 sur la participation de la Suisse aux programmes d'échange, de recherche et d'innovation de l'Union européenne

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP), à l'occasion de son assemblée plénière du 27 mars 2014, exprime sa satisfaction de voir que le Conseil fédéral a engagé promptement des démarches afin que la Suisse puisse continuer à participer aux programmes d'échanges, de recherche et d'innovation de l'Union européenne. Les directrices et directeurs cantonaux attachent de l'importance à ce que

- les étudiantes et étudiants, les personnes en formation et les élèves suisses puissent continuer de participer aux échanges organisés dans le cadre de ces programmes,
- les étudiantes et étudiants, les personnes en formation et les élèves étrangers qui le souhaitent puissent en retour venir en Suisse, selon le principe de réciprocité prévu par ces programmes, et
- les chercheurs des hautes écoles (universitaires et spécialisées) suisses puissent continuer de collaborer avec les chercheurs d'autres hautes écoles européennes dans le cadre de projets de recherche de haut niveau.

Alors qu'un long travail de mise en place a permis de faciliter la mobilité des étudiantes et étudiants et des personnes en formation, qu'il a été possible de s'associer aux programmes-cadres de recherche et que cette participation s'est avérée fructueuse pour la Suisse, une exclusion du programme d'échanges *Erasmus+* et du programme-cadre de recherche *Horizon 2020* aurait de graves conséquences pour l'espace suisse de la formation et de la recherche. La CDIP veut tout mettre en œuvre pour éviter que les chercheurs ou les jeunes gens et jeunes filles qui voudraient participer à un programme d'échanges en pâtissent et que la Suisse se retrouve isolée au milieu de l'Espace européen de l'éducation et de l'enseignement supérieur.

Dès lors, les directeurs et directrices de l'instruction publique invitent les jeunes gens et jeunes filles qui s'intéressent à un programme d'échanges, les institutions qui participent à ces programmes ainsi que les chercheurs à répondre aux appels à propositions qui ont été lancés, même si pour l'instant les modalités de la participation de la Suisse aux programmes de recherche et de formation de l'UE ne sont pas encore définies. Ils manifestent leur soutien au Conseil fédéral dans ses démarches en faveur d'une participation à *Erasmus+* et à *Horizon 2020* et notent que ce dernier a l'intention de présenter d'ici à l'été 2014 la manière dont il prévoit de réaliser les travaux nécessaires sur le plan de la législation.